

Cuba et les États-Unis : Une ère nouvelle?



*Par Ricardo Alarcón**

Tiré de Cubasí

Le 17 décembre, avec la libération des 5 antiterroristes cubains qui ont été emprisonnés pendant plus de 16 ans aux États-Unis, le président Barack Obama a corrigé une injustice prolongée et au même temps a bouleversé l'histoire.

Le fait de reconnaître l'échec de la politique anti cubaine, de rétablir les relations diplomatiques, de supprimer une série de restrictions, de proposer la levée du blocus et le début d'une ère nouvelle dans les relations avec Cuba, tout cela dans un même discours a réduit à néant toutes les prédictions et a constitué une surprise même pour les analystes les plus renommés.

La politique hostile instaurée par le président Eisenhower avant même la naissance de l'actuel dirigeant étasunien et qui a caractérisé les administrations républicaines et démocrates, a été renforcée avec la loi Helms-Burton, sanctionnée par Bill Clinton en 1996.

Lors du triomphe de la Révolution Cubaine en 1959, les États-Unis étaient au sommet de leur puissance.

Washington exerçait une hégémonie indiscutable sur la plupart du monde et spécialement sur l'Occident, ce qui lui a permis de réussir dans ses plans d'exclure notre pays de la Organisation des États Américains (OEA) et d'isoler presque totalement Cuba, qui ne comptait que sur l'aide de l'Union Soviétique et le CAME, le Conseil d'Assistance Économique Mutuelle, dont les membres étaient les pays qui avaient signé le Pacte de Varsovie.

Après la disparition du Socialisme dit « réel », beaucoup de gens ont pensé à la fin de notre révolution et à l'avènement par la suite d'une longue période de domaine unipolaire. Enivrés par la victoire, ils n'ont pas pu saisir le sens sous-entendu de ce qui se passait: la fin de la guerre froide ouvrait de nouveaux espaces pour les luttes sociales et posait au capitalisme de nouveaux défis chaque fois plus difficiles à relever.

La chute du mur de Berlin leur a empêché de se rendre compte qu'en même temps, en février 1989, le soulèvement social, connu sous le nom d'"el caracazo" marquait le début d'une nouvelle époque pour l'Amérique Latine.

Notre pays a pu surmonter les difficultés découlant de l'absence de ses anciens alliés, sa fermeté a été un facteur fondamental dans la transformation radicale du continent. Comme a reconnu l'actuel secrétaire d'Etat John Kerry, la politique d'autrefois visant à isoler Cuba, a abouti en réalité à l'isolement de son propre pays.

Une nouvelle relation avec Cuba était indispensable, étant donné que Washington avait besoin de renouer ses liens avec un continent qui n'est plus son arrière-cour. En effet y parvenir est fondamental car, malgré leur puissance, les États Unis ne peuvent plus exercer leur suprématie d'autrefois.

Il reste encore beaucoup à faire pour obtenir cette relation. Avant tout, il faut supprimer définitivement le blocus économique, commercial et financier, comme l'exigent d'importants secteurs et des entreprises étasuniennes.

Cependant la normalisation des relations passe sur tout par le respect des différences et l'abandon des anciennes aspirations de prépondérance, par le respect de la souveraineté des États, ce qui est un principe essentiel de la Charte des Nations Unies, qui comme en témoigne l'histoire, n'est pas aimée des principales puissances.

Tous les dirigeants étasuniens ont fait largement appel à la faculté exclusive que leur accorde la constitution de ce pays dans son l'article II, section II, Paragraphe 1.

Dans le cas des 5, il y avait suffisamment de raisons pour appuyer la clémence de l'exécutif. En 2005, un panel de juges de la Cour d'Appel avait annulé le procès contre eux, après l'avoir qualifié de « tempête parfaite de préjugés et d'hostilités » et avait demandé l'ouverture d'un nouveau procès.

En 2009 cette même Cour au grand complet a décidé à l'unanimité que cette affaire n'avait rien à voir ni avec l'espionnage, ni avec la sécurité nationale des États-Unis.

Concernant l'autre charge importante, celle de « conspiration pour commettre un assassinat » formulé contre Gerardo Hernández Nordelo, les procureurs ont reconnu qu'il était impossible de prouver une telle

calomnie et ils ont tenté même de la retirer en mai 2001, dans une action sans précédents, prise, qui plus est, par des procureurs de l'ex président George W. Bush.

Cela faisait 5 ans que Gerardo Hernández attendait une quelconque réponse à ses recours auprès de la Cour de Miami pour qu'elle le libère, décide de réviser son cas ou ordonne au gouvernement de présenter les « preuves » ayant servi à le condamner. Gerardo a demandé à la Cour d'accepter de l'écouter ou d'exiger au gouvernement de révéler l'ampleur et la portée du financement officiel à la campagne médiatique qui a servi à appuyer cette « Tempête parfaite ».

Le tribunal n'a jamais répondu. Les grands médias n'ont pas dit un mot sur l'inusuelle paralysie judiciaire. C'était évident qu'il s'agissait d'une affaire politique qui ne pouvait être résolue que par une décision politique. Personne d'autre que le président ne pouvait le faire.

Obama a fait preuve de sagesse et de détermination lorsqu'au lieu de se limiter à se servir de son pouvoir pour mettre en liberté un quelconque prisonnier, il a affronté de façon courageuse le problème de fond. L'affaire des 5 était une conséquence d'une stratégie agressive et le plus sage c'était de mettre fin en même temps à ces deux problèmes.

Nul ne saurait minimiser la portée des mesures annoncées le 17 décembre. Ce serait erronée.

Cependant, ignorer qu'il reste encore un chemin à parcourir le serait. Ce chemin qui peut être long et tortueux et il faudra avancer avec fermeté et sagesse.

** ex-président de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire*

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/43776-cuba-et-les-etats-unis-une-ere-nouvelle>



Radio Habana Cuba